

Supervision des chantiers routiers - Hamad reverra les procédures du MTQ

Selon Norman McMillan, «ça va très bien dans le réseau routier»

Marco Bélair-Cirino

Dans une nouvelle tentative pour dissiper les craintes sur la supervision des chantiers routiers faite par des firmes d'ingénierie privées, le ministre des Transports, Sam Hamad a annoncé hier la révision des façons de faire de son ministère en la matière.

«J'ai l'intention de revoir la façon de suivre l'étape 1, c'est-à-dire l'inspection, jusqu'à l'étape finale, c'est-à-dire la réalisation. Et s'il y a des faiblesses ou des points à améliorer, on va le faire. Nous voulons nous assurer que ce que nous faisons est bien», a affirmé M. Hamad, à l'occasion d'un point de presse destiné à faire le point sur la situation dans le tunnel Viger de l'autoroute Ville-Marie (A-720) fermé à la circulation après l'effondrement, dimanche, d'une poutre de 25 tonnes.

M. Hamad rejette toutefois la prémisse voulant que la recherche de profits ait le dessus sur la recherche de sécurité dans la tête des sous-traitants du secteur privé lorsqu'ils exécutent des contrats gouvernementaux. «Je le répète aujourd'hui encore: lorsqu'on prend les fonds publics, pis on paie des gens pour travailler... le minimum qu'on attend, c'est des hauts standards de qualité.»

L'entrepreneur privé Laco Construction inc. était responsable des travaux, mais la surveillance de ceux-ci était assurée par un consortium formé de CIMA+, de Dessau et de SNC-Lavalin, qui avait fait ressortir il y a près de trois ans «l'état critique» du tunnel Viger.

Le même consortium était préalablement responsable de la conception des plans et des devis des travaux à exécuter dans le tunnel Viger. D'ailleurs, le MTQ ne les a «jamais validés», alors que «la sécurité des usagers pouvait être» compromise, a fait remarquer hier le porte-parole de l'opposition officielle en matière de transports, Nicolas Girard.

Sam Hamad critique et est critiqué

Les travaux de réfection du mur de soutènement du tunnel sont à l'origine de l'effondrement de la poutre de 25 tonnes qu'il soutenait, a souligné à gros traits hier M. Hamad. «L'effondrement de la poutre est lié aux travaux de construction qui étaient en place», a-t-il dit sèchement alors que les conclusions des deux experts indépendants chargés de «faire toute la lumière» ne sont pas attendues avant quelques mois.

De son côté, Nicolas Girard s'interroge: «[Mais] qui a autorisé l'entrepreneur à amincir le mur soutenant la poutre qui s'est effondrée? De plus, comment se fait-il qu'aucune surveillance de cet important chantier n'a été effectuée par le ministère des Transports?»

Le député de Gouin se demande si le principe de «responsabilité ministérielle» s'est envolé en fumée avec l'accession au pouvoir du gouvernement de Jean Charest, en 2003. «Une poutre de 25 tonnes de béton s'est effondrée dimanche dernier et le ministre des Transports, Sam Hamad, tente de nous faire croire qu'il n'est pas responsable», a-t-il déclaré.

L'incident qui a forcé la fermeture de voies rapides au centre-ville de Montréal empruntées par plus de 100 000 automobilistes en semaine est symptomatique d'une pénurie d'ingénieurs et de techniciens au sein du MTQ. «Nous avons la preuve aujourd'hui que la perte d'expertise en matière d'inspection et de surveillance de chantiers de nos infrastructures routières peut compromettre la sécurité des citoyens. Le gouvernement [...] doit retrouver à très court terme cette expertise stratégique», a dit M. Girard.

«C'est une façon d'abdiquer ses responsabilités», a poursuivi le président de l'Association des ingénieurs du gouvernement, Michel Gagnon. Ce dernier milite en faveur de l'accroissement de la part des contrats exécutés par les ingénieurs du secteur public, qui oscille actuellement autour de 10 %.

Réactions**à****Québec**

Sur la colline parlementaire, le ministre délégué aux Transports, Norman MacMillan, a refusé de parler aux journalistes du sujet de l'heure, se contentant de dire à La Presse canadienne que le réseau routier du Québec était en excellent état. «Ça va très bien dans le réseau routier», a-t-il lancé tout en marchant vers la séance du Conseil des ministres.

La présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, a, quant à elle, balayé du revers de la main la requête du maire de Montréal, Gérald Tremblay, d'accroître et d'accélérer le financement des infrastructures et des transports collectifs dans la métropole, notamment en ajoutant une nouvelle taxe sur l'essence ou en implantant un péage régional. «Le gouvernement ne prend pas part à des discussions visant à établir des péages autour de l'île de Montréal», a-t-elle affirmé.